

Rectifier le processus révolutionnaire ne peut nullement se réaliser par les coups d'État ou par un régime autocratique !

Le parti des travailleurs avait attiré l'attention sur les dangers qui menacent notre pays, notamment celui des coups d'État et des risques d'enlèvement dans la violence.

1- Le parti des travailleurs considère que les annonces du président - par ailleurs prévisibles compte tenu des appels à l'intrusion de l'institution militaire dans le conflit entre les factions au pouvoir - sont une violation flagrante de la constitution et des dispositions de l'article 80 évoqué par Kaïs Saïd.

D'un point de vue politique, ces mesures anti-démocratiques exceptionnelles, traduisent la volonté manifeste du président de s'accaparer tous les pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire, ouvrant la voie vers le rétablissement d'un nouveau système autocratique.

2- Ce tournant pris augure d'une nouvelle étape où la situation déjà critique dans le pays va encore s'aggraver, entraînant des risques de glissement dans une spirale de violence et de terrorisme.

3- Il affirme que le peuple tunisien a besoin d'un changement urgent et radical, pour extraire le pays de la crise générale et profonde, résultant des choix réactionnaires de la dernière décennie. Il renouvelle son appel à renverser le système dans son ensemble : gouvernement, présidence et parlement. Ceci exige d'abord de déterminer les responsabilités, notamment celle d'Ennahdha qui a entraîné le pays dans un désastre économique et financier, aggravé la dette et la dépendance de la Tunisie. Ennahdha a aussi favorisé la corruption, le terrorisme et les assassinats politiques, et a sapé les piliers de la vie des Tunisiennes et des Tunisiens.

4- Le parti des travailleurs renouvelle sa conviction que le changement voulu ne peut se réaliser par le soutien du coup d'État de Kaïs Saïd ou par une quelconque alliance avec le mouvement Ennahdha. Seul le peuple tunisien est en mesure d'accomplir ce changement, en vue d'édifier une démocratie populaire, dans le cadre d'un état civil, où le pouvoir est au peuple. Elle sera basée sur le respect de la souveraineté du pays sur ses richesses et ses décisions politiques, sur la justice sociale et l'égalité entre les citoyennes et les citoyens.

5- Il appelle le peuple tunisien à continuer à s'exprimer de manière pacifique, et à rejeter les appels à la confrontation distillés par les factions au pouvoir, soutenues par des puissances régionales et internationales défendant leurs propres intérêts. Il l'appelle à la vigilance quant aux visées réelles des partisans de l'ancien régime, de l'état profond, des mafias et de la contrebande.

6- Il appelle l'ensemble des forces démocratiques et progressistes, partis, associations, personnalités à se retrouver en urgence pour définir des modalités de concertation, afin d'élaborer une vision commune pour faire face à ces évolutions graves qui peuvent entraîner le pays dans une spirale de violence et de guerre civile, ou le faire basculer de nouveau dans un régime autocratique absolu, alors que le peuple tunisien avait fait d'énormes sacrifices pour s'en débarrasser.

Parti des Travailleurs (Tunisie)

Tunis, le 26 juillet 2021